**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/03/2022

**Contexte et constats**

Publié sur GÉORISQUES

**FOREZ BENNES**

440 route de Montbrison

42600 CHAMPDIEU

## 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2022 dans l'établissement FOREZ BENNES implanté 440 route de Montbrison 42600 CHAMPDIEU. L'inspection a été annoncée le 23/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (https://www.georisques.gouv.fr/).

La société FOREZ BENNES, soumise à enregistrement, est en situation irrégulière. L'exploitant compte déposer une demande de régularisation de ses activités. L'inspection avec le concours du SDIS42 a eu pour but de prendre connaissance du site dans la perspective de l'instruction de ce futur dossier d'enregistrement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FOREZ BENNES
- 440 route de Montbrison 42600 CHAMPDIEU
- Code AIOT dans GUN : 0003204880
- Régime : Enregistrement (sous réserve de confirmation par l'exploitant)
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site FOREZ BENNES est cinquantenaire, situé sur la zone industrielle de CHAMPDIEU (arrondissement de MONTBRISON). Il a été créé pour la fabrication de tournevis, et a évolué vers l'activité de carrosserie au début des années 1980. Il s'est agrandi au fil de l'eau pour comprendre aujourd'hui :
- un bâtiment "fabrication" : carrosserie et usinage (bâtiment d'origine agrandi par ajout de travées)
- un bâtiment "grenaillage" : soudure, grenaillage en tunnel, mécanique générale et apprêtage en cabine ouverte (avec caisson CF de stockage des peintures) – construction en 2000
- un bâtiment "montage" et "administration" : peinture dans deux cabines fermées modernes (avec caisson de stockage des peintures)

Le site fabrique, peint et monte sur châssis PL des bennes de transport routier. Il relève des rubriques
- 2940 (93 kg/j avant crise Covid, projection à 110 kg/j avec la reprise économique)
- 2560 (425 kW en sciage, cisaillage, tournage, ponçage, pliage, non compris la machine de découpe plasma, projection à 545 kW avec ajout de machines en pliage et poinçonnage
- 2575 (tunnel de projection de grenaille métallique sur bennes jusqu'à 11,5 m de long)
- 1978 (utilisation de solvants organiques en revêtement, environ 8 t/an)

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Régularisation du site : Risque incendie, besoins en Eaux d'extinction d'incendie, rétention des EEI, défense extérieure contre l'incendie, désenfumages, RIA, détection incendie, protection des locaux sociaux annexes au bâtiment Montage, rejets atmosphériques, eaux pluviales.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il a été constaté qu'un GRV et deux fûts n'étaient pas placés sur rétentions. L'inspection demande à l'exploitant de mettre une rétention individuelle à disposition dans chaque atelier pour le stockage éventuel de substances chimiques liquides.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**En l'absence de certitudes sur le classement exact du site et donc sur les arrêtés ministériels applicables, l'inspection propose que l'exploitant soit mis en demeure de régulariser la situation de ses installations par dépôt au plus tard le 1er juin 2022 du dossier correspondant aux volumes d'activités et par la réalisation sous un an des travaux de mise en conformité réglementaire.**

**S'agissant d'un site existant, il n'est pas possible en l'absence d'éléments probants sur les impacts et les risques de statuer en amont de l'examen du futur dossier sur les prescriptions applicables et les aménagements qui pourront être demandés par l'exploitant du fait des contraintes des bâtiments et voiries existants.**

**Outre la mise en demeure proposée les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives car identifiées lors de l'inspection comme non-conformités potentielles :**

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|---|---|
| Volume d'activité 2560 | Arrêté Ministériel du 27/07/2015 | / | Sans objet |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|---|---|
| Volume d'activité 2940 | Arrêté Ministériel du 12/05/2020 | / | Sans objet |
| Flux thermiques | Arrêté Ministériel du 27/07/2015 | / | Sans objet |
| Flux thermiques | Arrêté Ministériel du 12/05/2020 | / | Sans objet |
| Flux thermiques | Arrêté Ministériel du 13/12/2019 | / | Sans objet |
| DENFC | Arrêté Ministériel du 27/07/2015 | / | Sans objet |
| DENFC | Arrêté Ministériel du 12/05/2020 | / | Sans objet |
| DENFC | Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article {Non Renseigné} | / | Sans objet |
| DENFC | Arrêté Ministériel du 13/12/2019 | / | Sans objet |
| Amenées d'air frais | Arrêté Ministériel du 27/07/2015 | / | Sans objet |
| Amenées d'air frais | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article {Non Renseigné} | / | Sans objet |
| Amenées d'air frais | Arrêté Ministériel du 30/06/1997 | / | Sans objet |
| Amenées d'air frais | Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article {Non Renseigné} | / | Sans objet |
| Locaux sociaux | Arrêté Ministériel du 12/05/2020 | / | Sans objet |
| Réseau RIA | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article {Non Renseigné} | / | Sans objet |
| Détection incendie | Arrêté Ministériel du 12/05/2020 | / | Sans objet |
| Rétention EEI | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article {Non Renseigné} | / | Sans objet |
| Défense extérieure contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 12/05/2020 | / | Sans objet |
| Rejets atmosphériques | Arrêté Ministériel du 30/06/1997 | / | Sans objet |
| Eaux pluviales | Code de l'environnement | / | Sans objet |
| Etude d'incidence N2000 | Code de l'environnement | / | Sans objet |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|---|---|
| Besoins EEI | Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article {Non Renseigné} | / | Sans objet |

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant doit
- déposer sa demande d'enregistrement au plus tard le 1er juin 2022 si une ou des activités sont soumises à ce régime.
- déclarer le cas échéant les activités qui seraient soumises à déclaration et non déjà couvertes par le récépissé dont dispose l'entreprise
- mettre en oeuvre sous un an toutes les diligences nécessaires pour la mise en conformité de ses installations avec les réglements qui lui sont applicables. Toute impossibilité technique de mise en conformité fera l'objet dans le futur dossier d'une demande d'aménagement argumentée et assortie d'une proposition de mesures alternatives permettant d'assurer le même niveau de sécurité que la prescription concernée.

**2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Volume d'activité 2560

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/07/2015, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Antériorité éventuelle selon liste des équipement |
| **Prescription contrôlée :**<br>Puissance déclarée – Puissance installée |
| **Constats :** L'activité "travail mécanique des métaux" bénéficie d'un récépissé de déclaration du 18 décembre 1984 basé sur le nombre d'employés affectés à cette activité.<br>Si le volume d'activité actuel ne dépasse pas le seuil de l'enregistrement, soit 1000 kW de puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, l'activité bénéficie de l'antériorité pour les dispositions constructives du bâtiment et ses conditions d'exploitation, à condition que<br>- les prescriptions générales applicables lors de la déclaration de 1984 soient respectées<br>- les prescriptions générales éventuellement applicables aux installations existantes soumises à déclaration prévues par l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 au titre de la rubrique 2560 soient respectées<br><br>Si le volume actuel dépasse le seuil de 1000 kW, la régularisation de l'activité par dépôt d'une demande d'enregistrement sera nécessaire |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Volume d'activité 2940

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Volume Inférieur ou supérieur au régime Enregistrement |
| **Prescription contrôlée :**<br>Quantité en kg/j |
| **Constats :** L'inspection rappelle le libellé de la rubrique 2940 applicable aux activités d'apprêt et peinture des bennes :<br>2940 Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur<br>support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360,<br>2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.<br>1. Lorsque les produits mis en oeuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par un procédé « au trempé » (y compris l'électrophorèse), la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant :<br>a) Supérieure à 1 000 l : Enregistrement<br>b) Supérieure à 100 l, mais inférieure ou égale à 1 000 l : Déclaration<br>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre étant :<br>a) Supérieure à 100 kg/j : Enregistrement<br>b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j : Déclaration<br>3. Lorsque les produits mis en oeuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptibled'être mise en oeuvre étant :<br>a) Supérieure à 200 kg/j : Enregistrement<br>b) Supérieure à 20 kg/j, mais inférieure ou égale à 200 kg/j : Déclaration<br><br>L'exploitant doit régulariser ses activités par le dépôt d'un dossier Enregistrement si l'un ou plusieurs des seuils sont dépassés, ou déclarer ses activités. Il devra démontrer le respect des dispositions de l'arrêté ministériel de référence. Le site étant en activité, il devra prévoir les mises en conformités indispensables. Dans le cas du régime Enregistrement, des dérogations peuvent être obtenues sous réserve de justifier de l'impossibilité technique à respecter la disposition en cause et démontrer que la solution alternative proposée permet d'obtenir un niveau de sécurité équivalent à celui obtenu par le respect de la prescription. |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Flux thermiques

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/07/2015, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Implantation en limite de propriété |
| **Prescription contrôlée :**<br>Flux létaux maintenus sur site |
| **Constats :** Le bâtiment "montage" est proche de la limite de propriété. Le bureau d'études de l'exploitant a modélisé l'incendie des caissons de stockage et de préparation de peintures. Comme ils sont CF2h, aucun flux thermique susceptible de permettre la propagation de l'incendie n'est constaté.<br>L'activité présente un risque incendie particulier du fait de la présence de tracteurs : risque de départ d'incendie même si les batteries des tracteurs sont déconnectées et risque de potentiel combustible du fait des cabines de conduite. Le dossier doit démontrer par modélisation que les flux thermiques de 5 et 8 kW/m² ne sortiraient pas du site en cas d'incendie du bâtiment montage entier.<br><br>Le bâtiment "grenaillage" ne présente pas de potentiel combustible notable, deux caissons identiques à ceux du bâtiment montage sont installés. Le bâtiment "production" très vaste ne présente pas, en l'absence de stockage d'huiles notable, de potentiel combustible particulier. Pour le calcul des besoins en eaux d'extinction d'incendie, il pourrait ainsi se voir attribuer une coefficient de risque R2 donc 0,5. L'incendie du bâtiment "montage" pourrait ainsi être le phénomène majorant pour le calcul des besoins en EEI. |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Flux thermiques

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Implantation en limite de propriété |
| **Prescription contrôlée :**<br>Flux létaux maintenus sur site |
| **Constats :** voir constat n°3 |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Flux thermiques

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/12/2019, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Implantation en limite de propriété |
| **Prescription contrôlée :**<br>Flux létaux maintenus sur site |
| **Constats :** voir constat n°3 |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** DENFC

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/07/2015, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Superficie des DENFC selon résistance structure |
| **Prescription contrôlée :**<br>Superficie réglementaire ou impasse technique |
| **Constats :** L'exploitant a fait réaliser 3 devis pour la mise en conformité des points suivants :<br>- Détection incendie<br>- Réseau RIA<br>- Désenfumages<br>L'un des prestataires a pris en compte la structure des bâtiments pour proposer de mettre en place des DENFC plus petites et en plus grand nombre pour respecter les prescriptions sans risque pour les structures<br><br>La proposition retenue devra être mise en œuvre sans délais |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** DENFC

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Superficie des DENFC selon résistance structure |
| **Prescription contrôlée :**<br>Superficie réglementaire ou impasse technique |
| **Constats :** voir constat n°6 |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** DENFC

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/1997, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Superficie des DENFC selon résistance structure |
| **Prescription contrôlée :**<br>Superficie réglementaire ou impasse technique |
| **Constats :** voir constat n°6 |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** DENFC

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/12/2019, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Superficie des DENFC selon résistance structure |
| **Prescription contrôlée :**<br>Superficie réglementaire ou impasse technique |
| **Constats :** voir constat n°6 |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Amenées d’air frais

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/07/2015, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, à créer et à asservir |
| **Prescription contrôlée :**<br>Calcul selon superficie DENFC |
| **Constats :** A calculer et installer au regard des superficies cumulées des DENFC dans chaque bâtiment |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Amenées d’air frais

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, à créer et à asservir |
| **Prescription contrôlée :**<br>Calcul selon superficie DENFC |
| **Constats :** A justifier au regard des superficies cumulées des DENFC dans chaque bâtiment |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Amenées d’air frais

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/1997, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, à créer et à asservir |
| **Prescription contrôlée :**<br>Calcul selon superficie DENFC |
| **Constats :** A justifier au regard des superficies cumulées des DENFC dans chaque bâtiment |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Amenées d’air frais

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/12/2019, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, à créer et à asservir |
| **Prescription contrôlée :**<br>Calcul selon superficie DENFC |
| **Constats :** A justifier au regard des superficies cumulées des DENFC dans chaque bâtiment |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Locaux sociaux

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Si locaux non CF à transférer |
| **Prescription contrôlée :**<br>Locaux CF |
| **Constats :** Les locaux sociaux semblent être construits en matériau CF2h (constat de moellons de 20 cm) pour ce qui concerne les murs.<br>L'exploitant justifiera que les sols et plafonds sont également CF2h. Les ouvertures (châssis fixes, fenêtres et portes) vers l'intérieur du bâtiment devront respecter cette conditions REI120<br>L'évacuation des personnels présent devra être possible vers l'extérieur des locaux sans passer par le bâtiment "montage". Aussi, un ou des ouvrants sont à créer vers l'extérieur au rez-de-chaussée pour chacune des pièces non communicantes et un escalier de secours doit être installé pour l'évacuation de l'étage |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Réseau RIA

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Stabilité au feu |
| **Prescription contrôlée :**<br>Réseau RIA à créer |
| **Constats :** Aucun réseau surpressé n'est disponible sur site. L'exploitant doit étudier une solution et mettre en œuvre un réseau correctement dimensionné. Il dispose d'ores et déjà de devis de 3 prestataires |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Détection incendie

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Stabilité au feu |
| **Prescription contrôlée :**<br>Détection incendie à installer |
| **Constats :** L'exploitant dispose de 3 devis de prestataires<br>Le choix est à opérer rapidement pour mise en œuvre sans délai |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Besoins EEI

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Besoin EEI |
| **Prescription contrôlée :**<br>Calcul selon D9 |
| **Constats :** Le calcul est à confirmer par le bureau d'études à partir de l'application de la notice technique D9 à chaque bâtiment. Le site dispose d'une bâche à eau de plus de 800 m3 qui doit pouvoir couvrir le besoin.<br>L'exploitant vérifiera que la bâche à eau dispose des dispositifs de branchement des matériels du SDIS conformes aux exigences |
| **Type de suites proposées :** Sans suite |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Rétention EEI

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Bassins rétention EP |
| **Prescription contrôlée :**<br>Calcul selon D9a |
| **Constats :** Le site dispose déjà d'un bassin de rétention imperméabilisé qui collecte une partie des eaux de ruissellement du terrain<br>L'exploitant doit prévoir la réalisation de rétentions adaptées aux besoins pour les deux autres parties versantes de son tènement, en veillant à maintenir hors d'eau les voies de circulation et de mise en station des engins et échelles des secours.<br>Le débit de fuite du bassin est à vérifier<br>Le réseau Eaux pluviales et le bassin de collecte existant doivent pouvoir être isolés en cas d'incendie pour éviter tout déversement d'eaux polluées aux réseaux ou au milieu naturel |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Défense extérieure contre l’incendie

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, |
| **Thème(s) :** Risques accidentels, Débits disponibles |
| **Prescription contrôlée :**<br>Aire « engin » près de la rétention |
| **Constats :** Le dossier de régularisation devra justifier du respect du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (débits disponibles, implantation des PI, voies engins, échelles, raccordements...) |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Rejets atmosphériques

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/1997, |
| **Thème(s) :** Risques chroniques, Emissaires du grenaillage |
| **Prescription contrôlée :**<br>Hauteurs d'émissions |
| **Constats :** Il est noté que<br>- l'émissaire de la grenailleuse est à rejet horizontal : l'exploitant doit justifier des flux de polluants émis à ce point de rejet et de l'impossibilité technique à équiper l'émissaire en vue d'un rejet vertical (l'infiltration d'eau dans le tambour occasionnerait une prise de la matière abrasive en béton)<br>- les émissaires des cabines d'apprêt et de peinture (ateliers "grenaillage" et "montage") sont à rejet vertical mais ne dépassent pas en toiture : l'exploitant doit justifier du respect des dispositions de l'arrêté ministériel de cette activité (rubrique 2940 - cf constat n°1) |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Eaux pluviales

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 02/01/2020, |
| **Thème(s) :** Risques chroniques, Débit de fuite et SHC |
| **Prescription contrôlée :**<br>Calculs à présenter |
| **Constats :** Le dossier de régularisation devra justifier du respect des dispositions applicables (SDAGE et SAGE Loire en Rhône-Alpes)<br>L'inspection a noté un stockage important d'en-cours de production sur une zone non imperméabilisée. L'exploitant a indiqué que ce stockage est en quantités inhabituelles (manque de composants pour finir le montage des bennes sur châssis, manque de châssis pour monter les bennes). L'inspection demande qu'au retour à situation normale le stockage ne soit réalisé que sur des zones imperméabilisées et collectées pour éviter toute pollution des milieux sols et eaux souterraines |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |

**Nom du point de contrôle :** Etude d'incidence N2000

| |
|---|
| **Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 02/01/2020, |
| **Thème(s) :** Autre, Pièce nécessaire au dossier pour Cas par Cas |
| **Prescription contrôlée :**<br>Production Etude d'incidences N2000 |
| **Constats :** Une notice sera à joindre au dossier de régularisation (en limite de propriété présence du ruisseau de Pinasse, qui est busé à cet endroit). |
| **Type de suites proposées :** Susceptible de suites |
| **Proposition de suites :** Sans objet |